

# Le fléau le mieux partagé des communes

Selon sa taille et sa densité, une commune peut être confrontée à des degrés de délinquance différents. Mais nulle n'est épargnée par les dégradations.



**François Brasdefer**, chercheur au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales  
*« C'est une fausse idée de penser que les dégradations sont surtout commises dans les grandes villes et les banlieues. »*

Le corps d'une femme de 89 ans gît sur une allée. Alors qu'elle rentrait dans son appartement de Cannes (Alpes-Maritimes, 72 435 habitants), Angèle Houin a soudain reçu un coup derrière la tête. Ce 29 août 2022, un voisin l'aide à se relever pour la conduire à l'hôpital. Avant qu'elle ait le temps d'en sortir, ses trois assaillants sont identifiés. Les garçons de 14 et 15 ans étaient repartis avec moins d'une trentaine d'euros sous l'œil d'une caméra de vidéosurveillance. Le maire de Cannes a aussitôt réclamé la suspension de « toute aide sociale » aux familles des mis en cause et a aussi retiré un emplacement de marché au père d'un des trois mineurs. « Chacun est responsable de ses enfants et doit rendre des comptes », justifie David Lisnard.

## La lutte contre l'incivisme

À son arrivée à l'hôtel de ville, en 2014, le maire avait fait de la lutte contre l'incivisme la grande cause de son mandat. Auteur d'un ouvrage sur le sujet, ce partisan de la tolérance zéro n'a depuis cessé de prendre la parole sur des questions

## Un contexte national tendu

Lors des différentes journées de mobilisation contre la réforme des retraites, les hôtels de ville de Bordeaux (Gironde, 259 809 habitants), Talence (Gironde, 44 359 habitants) ou de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique, 71 887 habitants) ont subi des dégradations. « Les gens s'inspirent de ce qu'ils voient à la télévision et s'en prennent à nous, quelles que soient nos tendances politiques », regrette André Bertero. Même s'ils ne sont bien sûr pas les premiers visés par les protestataires, les maires n'avaient pas besoin de cela.

de sécurité. Dans une interview accordée au *Figaro* en décembre 2022, il se félicite de son bilan. « Ce que nous parvenons à faire sur le plan local peut être réalisé au niveau national », vante-t-il. Seulement voilà, Cannes n'est pas si différente du reste du pays. Ce serait même pire. Tandis que les cambriolages ont augmenté de 11 % entre 2021 et 2022 sur l'ensemble du territoire, ils ont connu une hausse de 37 % dans la commune de la Côte d'Azur. Si l'on se réfère au Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI), les croissances du nombre de vols violents sans arme comme des destructions et dégradations volontaires seraient aussi supérieures dans la cité des festivals qu'ailleurs.



## Les petites communes épargnées

Cannes, comme toutes les communes urbaines, est évidemment plus exposée à certains délits que les communes de taille modeste. Il suffit de jeter un œil au rapport « Géographie de la délinquance à l'échelle communale en 2022 », publié par le SSMSI en mars dernier, pour constater qu'« aucun fait n'est enregistré dans 60 % des communes ». Il s'agit pour la plupart de villages où les cas de vols avec armes sont, par exemple, très rares. Même en rapportant ces chiffres au nombre d'habitants, un écart est observé entre les agglomérations et les collectivités de taille modeste. « Le nombre d'actes de délinquance enregistrés pour 1 000 habitants (ou logements pour les cambriolages) est systématiquement plus élevé dans les grandes communes que dans les petites », indique le SSMSI.

## L'exception des dégradations volontaires

Les destructions et dégradations volontaires sont toutefois les atteintes les mieux réparties. 550 000 de ces faits ont été relevés en 2022. On en compte 10 pour 1 000 habitants dans les grands centres urbains, 8 pour les petites villes et 4 dans les zones rurales à habitat très dispersé. Seules 29 % des communes n'en ont eu aucun à déplorer. Certes, si les faits de délinquance ont nettement progressé de 2021 à 2022, ils restent inférieurs aux niveaux relevés avant la pandémie. Et leur décompte n'est qu'une évaluation lacunaire. « Dans les communes rurales ou périurbaines, beaucoup de dégradations ne sont pas déclarées », pointe François Brasdefer, chercheur au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales. « Parfois, je laisse courir pour éviter de perdre une partie de l'après-midi à la gendarmerie », confirme le maire d'Aurons (Bouches-du-Rhône, 565 habitants), André Bertero. Depuis qu'un projet de construction d'une quarantaine de logements a été écarté, ce maire est régulièrement pris pour cible. Traité de tous les noms par des tags, des prospectus ou des lettres anonymes,



**André Bertero**, maire d'Aurons (Bouches-du-Rhône, 565 habitants)  
*« Parfois, je laisse courir pour éviter de perdre une partie de l'après-midi à la gendarmerie. »*

il a même manqué d'être renversé par un véhicule. « J'ai déposé une vingtaine de plaintes, mais seule celle sur cette tentative de m'écraser a abouti », souffle-t-il.

## De la vidéosurveillance aux sanctions inédites

Les villages ne sont donc pas épargnés par les dégradations. « On a tendance à penser qu'elles sont surtout commises dans les grandes villes et en banlieue, mais c'est une fausse idée », signale François Brasdefer. En zone rurale, les règlements de compte par biens interposés sont monnaie courante. « À chaque fois que je prends une décision, il y a des gens qui ne l'acceptent pas », ajoute André Bertero. Aurons a beau compter 17 caméras, soit une pour 34 habitants, les faits répréhensibles sont généralement commis en dehors de leur champ de vision. « Il n'y a pas d'étude qui démontre un effet radical de la vidéosurveillance », fait remarquer François Brasdefer. Cela a tendance à déplacer la délinquance. » À Cannes, le nombre total de caméras a été porté en février à 829, soit une pour 90 habitants. Pour François Brasdefer, les solutions se trouvent ailleurs. « Plus les gens se sentent proches du milieu dans lequel ils évoluent, plus ils ont tendance à le protéger, observe-t-il. Il faut donc qu'ils puissent se l'approprier. » Des médiations peuvent compléter cette approche. À Aurons, André Bertero cherche à se doter d'un policier municipal qui partagerait son temps entre trois communes. Non content de compter le cinquième plus gros contingent de policiers municipaux du pays, Cannes expérimente des sanctions inédites. Cela comporte un risque : le père d'un des agresseurs d'Angèle Houin qui s'est vu retirer sa place de marché conteste la mesure devant les tribunaux. [RDM](#)

Servan Le Janne

## Illégalité de la suspension d'aides sociales

En 2021, le conseil municipal de Poissy (Yvelines, 39 731 habitants) a décidé de permettre à son maire de suspendre certaines prestations d'aide sociale facultative pour les familles dont un enfant mineur aurait troublé l'ordre public. Mais la justice vient d'annuler la délibération en l'absence de précision sur les faits ou infractions concernés (tribunal administratif de Versailles, 9 mars 2023, n° 2102944/85.)